



Le Parlement désavoue La Garde des Sceaux

Le 14 Avril 2015, la Garde des Sceaux tentait de défendre son amendement visant à exclure le Ministère de la Justice de ses responsabilités en matière de renseignement dans le domaine Pénitentiaire, s'excluant de ce fait du projet de Loi sur le renseignement.

Le **Syndicat National Pénitentiaire Force Ouvrière Personnels de Surveillance** s'étant toujours opposé à toute forme de désengagement de notre hiérarchie en matière de sécurité, cette tentative de notre Ministre de tutelle a provoqué une ferme opposition de notre organisation à son projet !

QUELLE GIFLE !

Les Parlementaires de l'Assemblée Nationale ont eu le courage de retoquer l'amendement de la Garde des Sceaux. Ainsi l'Administration Pénitentiaire jouera pleinement son rôle de Sécurité Publique visant, entre autre, à combattre le phénomène terroriste.

Cette « **motion de censure ciblée** », ne doit pas rester sans conséquence. La Garde des Sceaux, mise en minorité par des Elus de la République, doit en tirer toutes les leçons en « **démisionnant** ». Sa marginalité dévoilée, est un handicap, qui ralentit, et met en danger les différents projets de lutte contre le terrorisme. De plus, les arguments mis en avant pour justifier son positionnement dogmatique ne consistant qu'à dénigrer et désavouer ses Personnels, il est inconcevable pour tout Agent Pénitentiaire se sentant impliqué dans une profession trop longtemps stigmatisée par des caricatures candides, de continuer à être dirigé de la sorte ! Et ce n'est pas la « liquidation » de ses collaborateurs, dont son Directeur de Cabinet (comme ce fut le cas avec Monsieur Le Chatelier au lendemain de son échec) qui changera le fond du problème.

UNE SOLUTION : LA DEMISSION !

Le **SNP-FO Personnels de Surveillance** dit non à la politique d'austérité de la Place Vendôme ! Les Elus de la République en disent tout autant !

Il est urgent que les Personnels Pénitentiaire soient étroitement associés aux projets de lutte antiterrorisme, de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, car on doit se donner tous les moyens et ne rien s'interdire en terme de renseignement à partir du moment où les citoyens et l'Etat sont en danger !

Ris-Orangis, le 16 Avril 2015

Pour le SNP-FO
Personnels de Surveillance